

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Au nom de l'association "[Le 11 Septembre en Question](#)", je vous souhaite à toutes et à tous une cordiale bienvenue pour cette soirée exceptionnelle.

Nous tenons à remercier vivement l'Université de Genève pour avoir mis à disposition cet auditoire. Nous souhaitons rappeler ici que l'Université est étrangère à l'organisation de cet événement.

C'est suite à la projection du film "[9/11 Press for Truth](#)" à Lausanne et à Genève en décembre 2007, un documentaire qui retrace le combat pour la vérité de membres des familles de victimes, que notre association citoyenne "le 11 Septembre en Question" est née.

Démocratique, indépendante et apolitique, les buts de notre association sont la diffusion de l'information sur les événements du 11 septembre 2001 et la promotion du débat auprès du public en Suisse.

Les valeurs de l'association reposent sur l'ensemble des droits humains, notamment définis dans la déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies de 1948 qui protège l'égalité et la dignité de tout être humain. La liberté d'expression et d'information en constituent des conditions essentielles.

Forte de plus d'une centaine de membres, notre financement est basé sur les cotisations annuelles de 20 francs et les dons de nos membres. En clair, Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, nous ne sommes pas financés par le Hezbollah libanais !

Pas d'affirmations gratuites ici, de spéculations hasardeuses, mais des questions, encore et toujours des questions.

Nous nous retrouvons une fois par mois à Lausanne ou à Genève pour échanger librement sur ce sujet emblématique et définir nos prochaines actions.

Dans un dossier paru dans l'Hebdo au mois d'avril à l'occasion de la Conférence mondiale des journalistes d'investigation à Genève, Jean-Philippe Ceppi, producteur à Temps présent et coorganisateur déclare : "S'il y a crise de confiance envers les journalistes, ce n'est pas parce qu'ils enquêtent trop : c'est aussi ou surtout à cause d'une certaine apathie de la profession, de son conformisme".

Dans l'éditorial du même numéro de cet hebdomadaire, Alain Jeannot, rédacteur en chef souligne que : "Ce qui engendre ce désamour, ce n'est donc pas tant la critique, mais plutôt son absence et les connivences avec les pouvoirs. Ce qui mine la crédibilité des médias, ce n'est pas leur tendance, parfois trop poussée, à la simplification, mais le questionnement insuffisant de la parole des gouvernants et des experts, comme en témoigne l'affaire de la grippe (A)H1N1. Ce qui désoriente le public, c'est la crise de foi des journalistes eux-mêmes, qui semblent parfois douter de leur vocation."

Le dimanche 18 avril, la chaîne PLANETE a diffusé un documentaire intitulé "2001 - L'ATTENTAT DU WORLD TRADE CENTER" réalisé par Alain Fuster et Jean-Louis Molho. Fait caractéristique du traitement du sujet dans nos médias, à aucun moment ses auteurs ne font mention de la mise en place et du déroulement des travaux de la Commission d'enquête officielle dont le rapport a été publié en juillet 2004 !

Rectifions donc cet oubli par ce qui devrait être normalement un rappel. Les références à mes propos se trouvent dans le premier sujet de la rubrique "Les points clés du 11

septembre", dont je me suis largement inspiré, mis en ligne sur leur site par l'association française loi 1908 "[ReOpen911](#)" :

Ce n'est que sous la pression médiatisée des familles de victimes qu'une commission d'enquête fut finalement ordonnée le 27 novembre 2002 par l'administration Bush, soit 441 jours après les attentats. A titre de comparaison, il avait suffi de 9 jours pour qu'une enquête soit ordonnée sur l'attaque de Pearl harbour, 7 jours sur l'assassinat de Kennedy, 7 jours également sur l'explosion de la navette Challenger, ou encore 6 sur le naufrage du Titanic.

Comprenant des anciens membres du Congrès et des personnalités extérieures au Parlement, 5 du parti Démocrate et 5 du parti Républicain, cette Commission se voulait non-partisane et impartiale mais elle fut en fait étroitement pilotée par la Maison Blanche : le poste de Directeur exécutif de la Commission d'enquête fut attribué au Républicain neo-conservateur Philp Zelikow, un proche collaborateur de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice et membre du gouvernement de transition de Bush fin 2000 et début 2001.

Comme l'a montré le journaliste d'investigation du New York Times [Philip Shenon](#) dans son livre *The Commission: The Uncensored History of the 9/11 Investigation*, non seulement Philip Zelikow dirigea l'enquête, mais c'est également lui qui dirigea la rédaction du rapport final que les Commissionnaires ont simplement annoté et co-signé. Le schéma détaillé et les conclusions du rapport avaient même été rédigés dès mars 2003, avant même que ne commencent les auditions de la Commission.

De plus, la Commission fit l'objet d'obstacles et d'obstructions répétés de la part de la Maison Blanche et des services gouvernementaux, parmi lesquels :

- **L'octroi d'un budget et d'un temps imparti singulièrement restreints.** Le budget fut de 14 millions de dollars. A titre de comparaison, les enquêtes sur les explosions des navettes Challenger (1986) et Columbia (2004) bénéficièrent d'un budget de 75 et 50 millions de dollars respectivement, et pas moins de 40 millions de dollars furent alloués à l'enquête sur l'affaire Clinton-Lewinsky. Quant au temps imparti pour mener l'enquête, la Maison Blanche voulait qu'il ne soit que de 12 mois. Il fut en définitive porté à 16 mois suite à un accord de compromis entre le Congrès et la Maison Blanche. Les manques d'argent et de temps sont autant d'obstacles qui ont conduit les président et vice-président Kean et Hamilton à affirmer dans leur livre *Without Precedent* paru en 2006 que l'enquête fut "mise en place pour échouer".

- Second obstacle : **l'interdiction de procéder aux interrogatoires des prétendus comploteurs en détention, au premier rang desquels Khaled Sheikh Mohammed – "cerveau" présumé des attentats.** Ainsi, toutes les déclarations que le rapport final attribue à ces détenus sont exclusivement des informations de troisième main transmises à la Commission par la CIA. Or, c'est sur la base des aveux de ces détenus que la Commission a pu établir un lien entre al-Qaida, Ben Laden et les attentats du 11 Septembre. La fiabilité des aveux rapportés est d'autant plus sujette à caution que les détenus clés avaient été soumis à la torture du « waterboarding » lors de leur interrogatoire par la CIA ; à 183 reprises en mars 2003 pour Khaled Sheikh Mohammed! C'est ce qui fit dire au journaliste du New York Times Philip Shenon : "Tout ceci jette un voile sur la crédibilité du rapport final de la Commission. Dans les cercles du renseignement, on n'accorde que peu de crédit aux témoignages recueillis sous la torture. Les études démontrent que les gens diront n'importe quoi si on les menace d'une douleur physique intense".

- Troisième obstacle : **comme exemple d'obstruction, citons des restrictions d'accès à certains documents cruciaux.** Elles conduisirent à la démission de l'un des membres de la

Commission, le Sénateur Max Cleland, qui qualifia l'enquête de "scandale national" et accusa la Maison Blanche de vouloir masquer les faits.

- Enfin, relevons **l'interdiction pour la Commission de désigner les éventuels responsables de la débâcle du 11 Septembre** : pas une seule personne n'a été sanctionnée ou démise de ses fonctions. Bien au contraire, ces manquements ont été "sanctionnés" par ... des promotions !

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, face à ce qui précède, objectivement, la question n'est plus "Peut-on douter de la version officielle ?" mais bien "Qui peut croire encore la version officielle ?".

Refusant l'injustice, en mémoire des victimes innocentes de ce drame et de celles qui ont suivi lors de deux guerres illégales et par solidarité avec les familles, les membres de notre association ont décidé d'agir devant l'apathie générale.

Ce soir est la cinquième conférence que nous organisons :

- Le 28 février 2008, 500 personnes se sont retrouvées au Forum-Meyrin pour écouter MM. Daniele Ganser et Marc Chesney, respectivement professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Bâle et professeur de Finance à l'Université de Zurich. Il y a été question d'attentat sous fausse bannière, de pétrole et de délit d'initiés.

- Le 11 novembre 2008, Monsieur Richard Gage, président-fondateur de l'association états-unienne Architects & Engineers for 9/11 Truth a donné une conférence devant plus de 200 personnes à Genève.

- Le 18 avril 2009, à Lausanne, Monsieur David Ray Griffin, professeur émérite de philosophie des religions et de théologie d'une Université californienne et pilier du Mouvement pour la vérité sur le 11 septembre aux Etats-Unis a donné lecture de son texte intitulé "un nouveau regard sur le 11 septembre".

- Le 13 octobre 2009, nous avons organisé à Lausanne la projection du film "Zéro, enquête sur le 11 septembre" diffusé, hors compétition, au Festival du film de Rome en 2007 (le DVD de ce film, et d'autres, est en vente à notre stand). Une conférence/débat avec son co-auteur, Giulietto Chiesa, journaliste et eurodéputé (2004-2009) a suivi.

Nous avons l'honneur de recevoir ce soir Monsieur Niels Harrit, chimiste danois spécialiste en nano-matériaux et professeur associé au Département de chimie de l'Université de Copenhague. Il est l'auteur, avec 8 autres chercheurs, d'une étude scientifique mettant en évidence des traces d'explosifs de type militaire dans les poussières des décombres des trois tours du World Trade Center (WTC) effondrées le 11 septembre 2001. Le sujet de sa conférence de ce soir s'intitule "The Seventh Tower".

Parlant des dommages croissants subis par nos démocraties après le 11 septembre, Niels Harrit a écrit dans [un article](#) paru début 2008 : "le 11 septembre est une opportunité, une chance unique pour inverser le sens de la marée, peut-être la dernière chance. Comme démontré dans cet article, la situation est de fait si évidente, si limpide, que le seul obstacle vers une investigation libre et non truquée vient de la barrière constituée par les grands médias. Cette barrière semble simple à rompre, mais ce n'est pas le cas. Personne ne veut entendre la vraie histoire."

Je vous remercie d'avoir donné tord à Niels Harrit en venant l'écouter ce soir.

A toutes et à tous, je vous souhaite une bonne conférence.